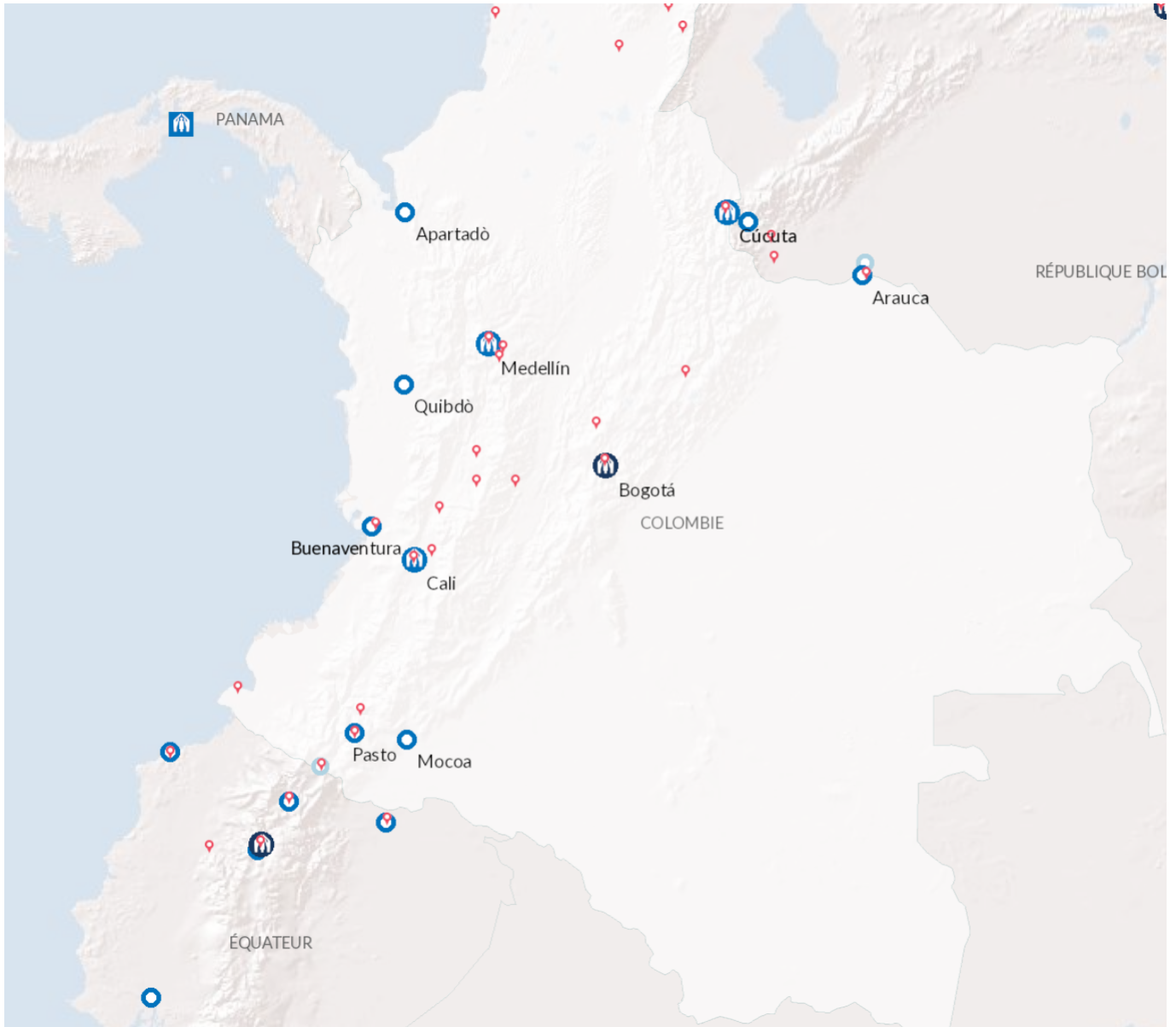


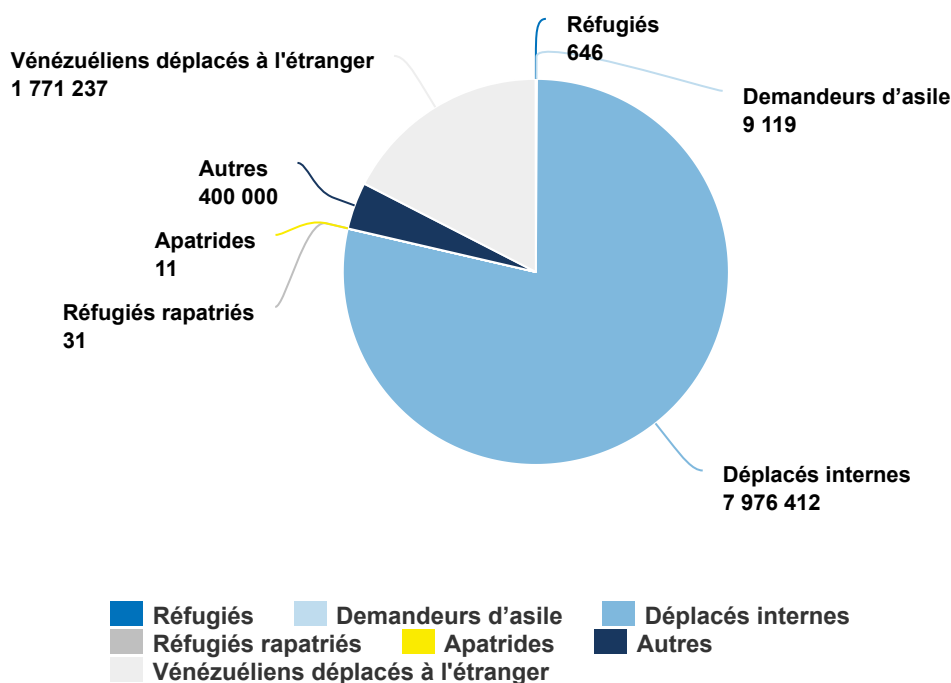
Opération: Colombie



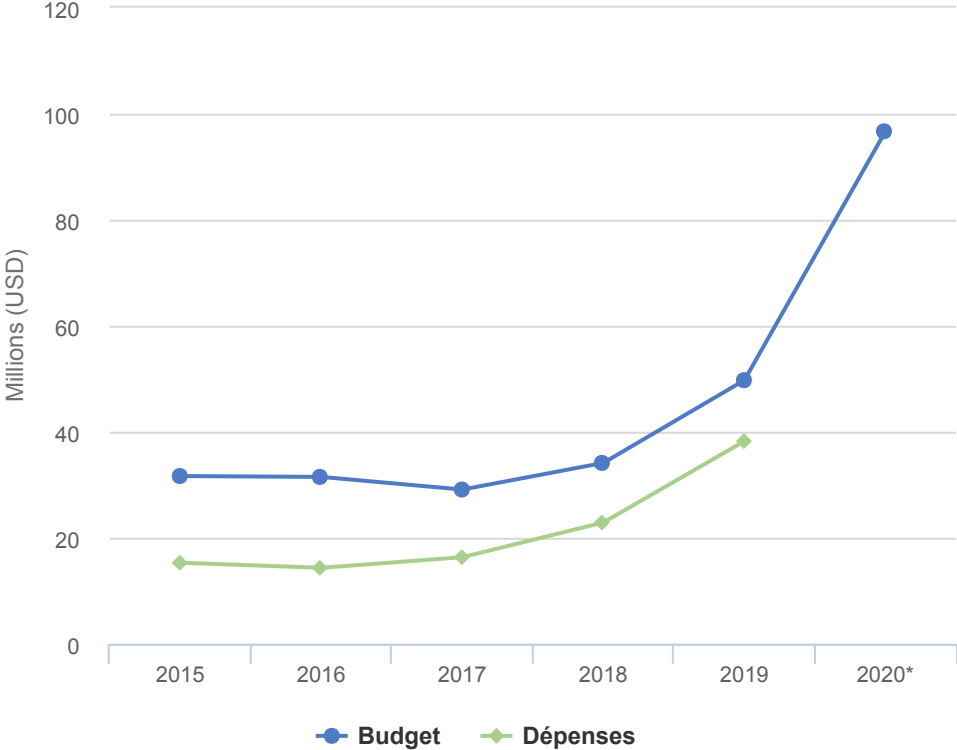
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 13% EN 2019

2019	10,157,456
2018	9,015,122
2017	7,747,365



Budgets et Dépenses - Colombie



Contexte opérationnel

En 2019, l'opération a assisté plus de 756 000 Vénézuéliens et Colombiens rapatriés, déplacés internes et membres des communautés hôtes.

En dépit de la mise en œuvre de l'accord de paix de 2016 avec les FARC, la présence d'autres acteurs armés illégaux et les différends territoriaux ont provoqué d'importants nouveaux déplacements, le recrutement d'enfants et des violences sexuelles et de genre, spécialement le long de la côte du Pacifique et de la frontière avec le Venezuela.

Le Gouvernement ne disposait pas d'une capacité suffisante pour identifier et délivrer des documents d'identité aux rapatriés et leur garantir un accès aux services.

Le HCR a dirigé conjointement avec l'OIM la plateforme régionale interagences (R4V) de coordination pour les réfugiés et les migrants originaires du Venezuela qui réunit plus de 50 partenaires ; et codirigé le groupe sectoriel de la protection avec le Conseil norvégien pour les réfugiés qui coordonne la réponse en faveur des déplacés internes.

Tendances démographiques

Le Gouvernement colombien a déclaré près de 1,8 million de Vénézuéliens en Colombie à la fin de 2019, dont 56% n'avaient pas de statut légal.

D'après les données officielles, plus de 81 800 Colombiens ont été déplacés en 2019, portant leur nombre total à plus de 465 000 depuis la signature de l'accord de paix. Quelque 17 000 personnes étaient touchées par les restrictions de déplacement en raison de la présence d'acteurs armés, un phénomène de plus en plus répandu.

Le nombre de demandes d'asile, présentées principalement par des Vénézuéliens, en 2019 a dépassé la barre des 14 000. Le HCR a soutenu les efforts nationaux pour renforcer la capacité de traitement des demandes d'asile.

Depuis 2017, environ 500 000 Colombiens seraient revenus depuis la République bolivarienne du Venezuela.

Chiffres clés

- 250 000 Colombiens rapatriés, déplacés internes et membres de communautés hôtes vulnérables ont reçu des documents d'identité ou d'enregistrement à l'état civil délivrés par le gouvernement avec l'appui du HCR.
- 112 000 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié d'une aide juridique.
- 14 400 Vénézuéliens et rapatriés colombiens ont reçu une aide pour les abris.
- 4 200 personnes relevant de la compétence du HCR ont été formées sur les possibilités d'entrée sur le marché du travail.
- 2 500 personnes nouvellement déplacées ont reçu des articles de secours essentiels et d'autres biens d'assistance humanitaire pour combler les lacunes dans la capacité d'intervention du Gouvernement.
- 1 400 familles, dont près de 90 ménages rapatriés colombiens, ont perçu des aides en espèces ou des bons d'achat pour couvrir leurs besoins essentiels comme les articles ménagers ou la location d'un logement.

Principales réalisations

- 39 000 enfants nés en Colombie de parents vénézuéliens ont été aidés pour l'enregistrement de leur naissance afin de leur permettre d'obtenir la nationalité colombienne et les protéger ainsi contre l'apatridie.
- Près de 2400 fonctionnaires de l'État et partenaires ont été formés à la protection de l'enfance, à la prévention et au traitement des violences sexuelles et de genre, de même qu'à la protection et aux solutions pour les communautés ethniques.
- Le réseau régional des espaces sûrs s'est élargi pour inclure plus d'une quarantaine de partenaires qui ont aidé près d'un millier de victimes de violences sexuelles et de genre et enfants à risque.
- Le HCR a étendu ses opérations sur le terrain avec une présence additionnelle à Cali et Bogotá, et des interventions dans sept nouveaux départements.
- Les mécanismes de justice transitionnelle mis en place au titre de l'accord de paix ont été renforcés, avec plus d'une centaine de dirigeants communautaires et fonctionnaires formés avec le soutien du HCR pour veiller à ce que ces institutions incluent les crimes de déplacement forcé dans leurs travaux.

Besoins non satisfaits

En 2019, l'opération colombienne n'était financée qu'à hauteur de 83%, le manque de fonds limitant la capacité de réponse de l'opération sur les activités suivantes :

- 4 500 Vénézuéliens vulnérables ont été privés d'accès à des abris sûrs et à une assistance complète à leur arrivée en Colombie au centre d'assistance intégrée à Maicao (La Guajira).
- Un foyer prévu pour mères et enfants à Riohacha n'a pas pu ouvrir, ce qui a touché 250 Vénézuéliennes.
- Des interventions globales, notamment la fourniture d'abris sûrs pour les victimes de violences sexuelles et de genre n'ont pas été assurées dans six provinces clés.
- Le HCR n'a pu se procurer qu'un quart des articles de santé sexuelle et génésique requis pour les personnes relevant de sa compétence.
- Malgré le nombre disproportionné de Vénézuéliens avec des vulnérabilités en Colombie, les ressources pour les aides en espèces étaient limitées.
- L'insuffisance des ressources a affecté la collecte des données et la mise en œuvre de programmes de réintégration en faveur des rapatriés colombiens.

Dépenses 2019 - Colombie | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Budget final	32,767,555	16,963,267	49,730,822
	4,787,808	5,231,777	10,019,585
Total des fonds disponibles	4,787,808	5,231,777	10,019,585
Dépenses par objectif			
Environnement de protection favorable			
Cadre juridique et politique	169,944	394,693	564,636
Aide juridique et recours judiciaires	2,086,363	248,457	2,334,820
Accès au territoire	3,571,420	12,000	3,583,420
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	774,983	327,034	1,102,017
Sous-total	6,602,710	982,183	7,584,893
Processus de protection et documents adéquats			
Conditions d'accueil	416,358	0	416,358
Enregistrement et établissements des profils	830,891	0	830,891
Procédures de détermination du statut de réfugié	756,672	195,882	952,554
Documents d'état civil	1,064,817	0	1,064,817
Sous-total	3,068,739	195,882	3,264,620
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
	195,474	2,012,452	2,207,926
Prévention et interventions liées aux VSS	1,100,959	456,009	1,556,968
Protection des enfants	1,547,395	591,985	2,139,380
Sous-total	2,843,828	3,060,446	5,904,275
Besoins de base et services essentiels			
Santé	848,373	0	848,373
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	800,655	0	800,655
Hygiène et assainissement	192,804	0	192,804
Abris et infrastructures	4,159,999	4,564	4,164,563
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	781,655	0	781,655
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	3,602,718	0	3,602,718
Éducation	818,690	0	818,690

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Sous-total	11,204,894	4,564	11,209,458
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	1,198,703	494,614	1,693,318
Coexistence avec les communautés locales	210,756	0	210,756
Autosuffisance et moyens d'existence	1,055,724	267,157	1,322,881
Sous-total	2,465,184	761,771	3,226,955
Solutions durables			
Stratégie pour la recherche de solutions globales	16,468	2,609,556	2,626,024
Retour volontaire	196,249	0	196,249
Réintégration	194,806	0	194,806
Intégration	117,050	0	117,050
Réduction de l'apatridie	463,908	0	463,908
Sous-total	988,481	2,609,556	3,598,038
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	836,641	397,351	1,233,992
Gestion et coordination des camps	935,208	0	935,208
Sous-total	1,771,849	397,351	2,169,200
Appui à la logistique et aux opérations			
Gestion des opérations, coordination et appui	652,286	626,258	1,278,544
Sous-total	652,286	626,258	1,278,544
Conseil et appui de protection	350	0	350
Conseil et appui technique	928	0	928
Sous-total	1,279	0	1,279
Dépenses totales en 2019	29,599,249	8,638,012	38,237,261